Ville de
Cambo-les-Bains

Kanboko Herria

POINT N°3

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

EXERCICE 2019

Conseil municipal du

Lundi 25 mars 2019

SOMMAIRE

- **LE DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE, PREMIERE ETAPE DU CYCLE BUDGETAIRE** **1**
- **I - LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET LA LOI DE FINANCES 2019** **2 – 6**
- **II - LA SITUATION FINANCIERE DE CAMBO-LES-BAINS** **7 – 14**
  - Fonctionnement : analyse rétrospective des grands équilibres 2014 – 2018 7
    - Constat 8 - 11
    - Principaux ratios 12 – 13
  - Investissement 14 – 15
    - A- Les dépenses d'équipement 14
    - B- Les recettes d'investissement 14
    - C- Les emprunts 15
- **III - LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019** **16 – 19**
- **IV – LES BUDGETS ANNEXES** **20 – 21**
  - Le budget annexe de l'assainissement 20
  - Le budget annexe des caveaux 21
- **V – LES ANNEXES DIVERSES** **22 – 46**
  - Les ratios obligatoires et autres indicateurs financiers 23 - 29
  - Les concours financiers 30
  - La fiscalité 31 – 33
  - La tarification 34 - 44
  - Les subventions versées et les compensations perçues de l'EPCI de rattachement 45
  - L'encours de la dette 2018 – 2022 46
- **VI – ETATS ANALYTIQUES** **47 – 61**

GLOSSAIRE **62 - 64**

LE DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE, PREMIERE ETAPE DU CYCLE BUDGETAIRE

- Les dispositions des articles 11 et 12 de la loi du 06 février 1992 rendent obligatoire dans les communes de plus de 3 500 habitants la tenue d'un débat d'orientation budgétaire dans les deux mois précédant le vote du budget.

En outre, la loi Notre du 07 août 2015 crée dans son article 107 des dispositions dont certaines visent le débat sur les orientations générales du budget afin d'informer les élus sur la situation économique et financière de la collectivité, sur sa politique d'investissement ainsi que sur sa stratégie budgétaire.

- Ce débat, qui antérieurement n'était pas soumis au vote, doit désormais être acté par une délibération spécifique soumise à un vote.
- S'agissant du document sur lequel s'appuie ce débat, même si son formalisme reste à la libre appréciation des collectivités, il reprend les orientations budgétaires détaillées ainsi que la structure et la gestion de la dette.
- Nous proposons donc un rapport structuré comportant 6 parties :

  - les perspectives économiques et la Loi de Finances 2019 ;
  - la situation financière de la commune ;
  - les orientations du budget 2019 ;
  - Les budgets annexes ;
  - Les annexes diverses ;
  - Les états analytiques.

I – LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET LA LOI DE FINANCES 2019

L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE GENERAL

Les perspectives économiques sont revues légèrement à la baisse pour la croissance mondiale et européenne
(source « perspectives économiques intermédiaires » de l'OCDE sept.2018)

⇨Tandis que l'économie mondiale devrait enregistrer une croissance « plafond » de **3,7 %** en 2018 et en 2019, l'OCDE se montre plus prudente pour la zone euro et pour la France. La situation des Etats-Unis devrait continuer de s'améliorer pour atteindre une croissance de **2,9 %** en 2018. Le PIB du Japon devrait être ramené à **1,2 %** après avoir atteint **1,7 %** en 2017 et celui de la Chine à **6,7 %** contre **6,9 %** en 2017.

⇨La croissance économique de la zone euro a commencé à ralentir et ne devrait atteindre que **2 %** en 2018. Les prévisions de croissance de l'Allemagne, l'Italie et la France sont en effet revues à la baisse, à hauteur de 0,2 point pour l'Allemagne et l'Italie et de 0,3 point pour la France en raison du ralentissement plus marqué que prévu de l'activité au 1er trimestre 2018.

⇨La croissance de la France devrait être ramenée à **1,6 %** en 2018 après avoir atteint **2,3 %** en 2017. Ce ralentissement est expliqué par un contexte international tendu et une consommation en repli au cours du premier semestre 2018.

I – LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET LA LOI DE FINANCES 2019 (suite 1)

LE CONTEXTE NATIONAL

I. Les finances locales françaises en 2018 et les prévisions pour 2019 *(note de conjoncture de la banque postale de septembre 2018)*

⇨La croissance de l'investissement du secteur public local devrait atteindre **7 %** en 2018, soit légèrement plus qu'en 2017 (**6,8 %**).

⇨Les dépenses de fonctionnement de ce secteur devraient augmenter en 2018 de **0,9 %** par rapport à 2017 et rester inférieures à la hausse limite des 1,2 % fixée par la LPFP pour 2018-2022. En 2019 et 2020, les collectivités auront certainement plus de difficultés à respecter cette trajectoire du fait de la mise en place du plan sur les « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR) et d'une augmentation très probable de l'inflation.

⇨En 2018, les collectivités locales pourraient voir leur épargne brute augmenter en raison de la hausse de leurs recettes de fonctionnement (inflation modérée, recettes de fonctionnement bien orientées).

I – LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET LA LOI DE FINANCES 2019 (suite 2)

2. La loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour 2018-2022 : dispositions qui s'imposent au budget principal et aux budgets annexes des collectivités même en l'absence d'obligation de contractualisation avec l'Etat (article 13 de la LPFP)

⇨**La LPFP pour 2018-2022 fixe un objectif national d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement de toutes les collectivités territoriales,** correspondant à un taux de croissance annuel de **1,2 %** de 2018 à 2020, puis **1,3 %** à compter de 2021, appliqué à une base de dépenses réelles de fonctionnement (DRF) en 2017, en valeur et à périmètre constant.

Collectivité	2018	2019	2020	2021	2022
DRF	101,2	102,4	103,6	104,9	106,2

⇨**Les économies réalisées sur les DRF devront être intégralement affectées :**

- à la réduction du besoin annuel de financement des collectivités, calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

- à l'amélioration de la capacité de désendettement des collectivités qui devra être inférieure à 12ans, dès 2018, pour les communes (indicateur de la solvabilité financière de la collectivité)

I – LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET LA LOI DE FINANCES 2019 (suite 3)

3. Le PLF 2019 (Projet de Loi de Finances) : les principales dispositions impactant les communes

A noter : le PLF pour 2019 ne comprend pas de nouveauté majeure en matière de finances et de fiscalité locales. La grande réforme des finances locales est attendue, selon les médias spécialisés, début 2019 dans un projet de loi spécifique.

⇨**La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)** sera maintenue au niveau de son enveloppe globale de 2018. Elle sera répartie en fonction des dynamiques de population, de richesses et tiendra compte de la péréquation entre les collectivités du bloc communal en faveur des collectivités les plus fragiles.

⇨**Nouvelle baisse de la taxe d'habitation (TH)** pour environ 80 % des ménages assujettis (exonération à hauteur de 65 % de la taxe à acquitter). La perte d'une partie de cet impôt local sera compensée par dégrèvement par l'Etat, ce dernier se substituant aux contribuables. La baisse de la première tranche devrait représenter environ 3,2 milliards d'euros en 2018 et celle de la deuxième tranche devrait atteindre environ 3,8 milliards d'euros en 2019.

L'exonération totale en 2020 a été confirmée et l'idée est toujours bien de supprimer l'intégralité de la TH d'ici 2021, hors résidences secondaires.

I – LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET LA LOI DE FINANCES 2019 (suite 4)

Les objectifs de la commune de Cambo-les-Bains sont les suivants :

1 – Section de fonctionnement :

L'objectif de variation annuel limité à 1,1% entre l'année 2017 et l'année 2018 a été largement observé puisqu'il s'établit pour notre collectivité à +0,58%.

Conformément à l'effort demandé par l'Etat au bloc communal (variation annuelle limitée à **+1,2%**), l'objectif pour notre commune serait donc le suivant :

	2019	2020	2021	2022
Dépenses réelles prévisionnelles de fonctionnement en K€ *(1)*	5 300	5 364	5 428	5 493
variation	-	***1,20%***	***1,20%***	***1,20%***

(1) hors intérêts de la dette et travaux en régie

2 – Section d'investissement :

Montant prévisionnel du ***Besoin de Financement*** pour la période 2019-2022

	2019	2020	2021	2022
Dépenses d'équipement en K€ *(2)*	4 000	- NC -		
Recettes d'investissement en K€ *(3)*	3 300			
variation	***-700***			

(2) équipement brut (20+21+204+23) + travaux en régie

NC : non connus

(3) chapitre 10 (hors 1068), cessions et subventions d'investissement

(4) programmes d"investissements non définis pour la période 2020-2022

Cf. glossaire pages 65 à 67

II - LA SITUATION FINANCIERE DE CAMBO-LES-BAINS

FONCTIONNEMENT

ANALYSE RETROSPECTIVE DES GRANDS EQUILIBRES BUDGETAIRES 2014 - 2018 (en K€)					
Analyse	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**
Recettes réelles de fonctionnement *(1)*	6 106	6 339	6 552	6 619	6 910
				Variation sur la période 2014-2018	*13,17%*
Dépenses réelles de fonctionnement *(2)*	4 876	5 110	4 958	5 505	5 471
				Variation sur la période 2014-2018	*12,20%*
Epargne de gestion	**1 230**	**1 229**	**1 594**	**1 114**	**1 439**
Intérêts de la dette *(hors ICNE)*	105	85	64	49	37
Epargne brute	**1 125**	**1 144**	**1 530**	**1 065**	**1 402**
Remboursement du capital de la dette	375	1 538	546	490	447
Epargne disponible (autofinancement net)	**750**	**-394**	**984**	**575**	**955**
Dépenses réelles d'investissement	2 288	2 312	3 196	2 240	2 149
Recettes réelles d'investissement (3)	1 152	596	2 205	1 312	1 017
Besoin de financement	**1 137**	**1 716**	**991**	**928**	**1 132**
Emprunt nouveaux	0	2 100	0	0	0
Résultat reporté de l'exercice N-1	938	435	409	399	41
Résultat cumulé de l'exercice N au 31/12 (4)	**435**	**409**	**399**	**41**	**1 223**
Capital restant dû au 31/12	2 825	3 387	2 841	2 351	1 904
Capacité de désendettement (en nbre d'années)	2,51	2,96	1,86	2,21	1,36

(1) hors cessions
(2) hors intérêts de la dette et travaux en régie
(3) hors emprunts (16) et excédent N-1 reporté (1068)
(4) résultat cumulé de l'exercice : excédent de fonctionnement -/+ déficit/excédent d'investissement

Cf. glossaire pages 65 à 67

CONSTAT

La rétrospective financière du fonctionnement 2014-2018 fait apparaître globalement une évolution positive des recettes réelles hors cessions (+4,4%) alors que les dépenses réelles hors dette et travaux en régie sont exceptionnellement à la baisse (-0,62%).

A – PRODUITS :

- La progression des recettes, après un fort ralentissement entre 2017 par rapport à 2016 (+1,02% seulement), retrouve un rythme de croissance élevé de **+4,4%** supérieur aux exercices 2016 (+3,35%) et 2015 (+3,82%).

  - Le **Total 70-produits des services** est relativement stable depuis plusieurs exercices : **+31K€** (2018/2017) contre +38K€ (2017/2016).

  - Le **Total 73-impôts et taxes : l'**augmentation de **+203K€** s'explique pour plus de la moitié (116K€) par la compensation partielle par la CAPB de la forte baisse de dotation de solidarité rurale (-144K€). La taxe additionnelle aux droits de mutation continue sur sa dynamique pour s'établir autour de 300K€.

  - Le **Total 74-dotations, subventions et participations** est en baisse de **-138K€.**

    Conformément aux perspectives économiques rappelées en page 5, la dotation globale de fonctionnement est quasi stable en 2018 (-6K€) après une dernière baisse importante en 2017 (-48K€). Rappelons que sur la période de 2013 à2017, l'effort imposé sur cette dotation à notre collectivité s'est établi à -781K€ !

CONSTAT (suite 1)

Comme signalé antérieurement, la dotation de solidarité rurale a subit une forte baisse de -144K€ en 2018. La commune n'étant plus éligible à la « fraction cible » de la DSR (-116K€), le calcul de cette fraction repose essentiellement sur le niveau du potentiel financier de la commune. Toutefois, suite à la création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB) en 2017, ce potentiel financier, qui est désormais calculé au niveau de tout son territoire, a été revu fortement à la hausse (+15,28% en 2018) et a donc fait que Cambo n'y est plus éligible.

Evolution du potentiel financier de la commune de 2014 à 2018

Objet	2014	2015	2016	2017	2018
Potentiel financier (Pfi)	5 826 979	5 797 694	5 901 846	5 874 344	6 771 975
Variation n/n-1	-	*-0,50%*	*1,80%*	*-0,47%*	*15,28%*
Pfi / population DGF de la commune	786,897907	775,403772	783,56957	768,189355	892,81147
Variation n/n-1	-	*-1,46%*	*1,05%*	*-1,96%*	*16,22%*

La fraction bourg centre est également en forte baisse (-27K€) compte tenu de la diminution de la ***population DGF***, élément prépondérant de son calcul.

In fine, suite au mécontentement exprimé par les communes rurales, la CAPB a accepté de compenser à hauteur de 90% cette baisse de la DSR.

- Le **Total 75-autres produits de gestion courante :** la hausse de ce poste (**+25K€)** s'explique essentiellement par des remboursement d'assurance suite à des contentieux en cours.
- Le **Total 76-produits financiers** non significatif.
- Le **Total 77-produits exceptionnels (10K€)** il s'agit essentiellement de cessions de matériel roulant.

Cf. glossaire pages 65 à 67

CONSTAT (suite 2)

B – CHARGES :

- Toutes les rubriques de la section de dépenses de fonctionnement sont en légère diminution à l'exception des charges à caractère général qui n'augmentent que de 60K€.

  - Le **Total 011-charges à caractère général :** cette augmentation de **60K€** est liée essentiellement aux dépenses de commémorations exceptionnelles sur 2018 (centenaire de la mort d'Edmond Rostand et centenaire de la fin de la Grande Guerre) enregistrées sur les articles « 623… publicités, publications, relations publiques », et également à l'achat de fournitures non stockées, notamment à la boutique d'Arnaga.

    A signaler par contre que le total des articles 6063-fournitures et 6152-entretien a, cette année, bien été maitrisé puisqu'en diminution de -78K€.

  - Le montant des **charges de personnel** est resté stable en 2018. Ce poste sera en hausse en 2019 du fait de l'aboutissement de la mise en application de la réforme ***PPCR,*** de l'entrée en vigueur du ***RIFSEEP*** (nouveau régime indemnitaire) et de l'évolution classique et annuelle du ***GVT.***

  - La baisse du **Total 65-autres charges de gestion courante** de **-21K€** correspond essentiellement au concours financier moins important versé au CCAS (-40K€).

Cf. glossaire pages 65 à 67

CONSTAT (suite 3)

- Compte tenu de l'absence de nouvel emprunt depuis 2015 et en 2018 en particulier, le t**otal 66-charges financières** est en recul de **12K€**. Pour mémoire, la baisse du remboursement en capital des emprunts en 2018 est de -44K€ traduisant le désengagement de notre collectivité. Soit une baisse de l'annuité de la dette de 56K€.

- Le **total 67-charges exceptionnelles (60K€)** correspond essentiellement à l'annulation de titres sur exercices antérieurs.

PRINCIPAUX RATIOS

- **<u>DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</u> : 5 471 K€** soit **798€ / habitant** (*) **en 2018.**

<u>Comparatif sur les ratios 2017, les données 2018 n'étant pas connues pour la strate :</u>

Ratio de la commune = **794€** / habitant
Moyenne des communes de la strate du département 64 = **941€** / habitant
Moyenne nationale de la strate = **1 037€** / habitant

- **<u>RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT</u> : 6 910 K€** soit **1 008€ / habitant** (*) **en 2018.**

<u>Comparatif sur les ratios 2017, les données 2018 n'étant pas connues pour la strate :</u>

Ratio de la commune = **954€** / habitant
Moyenne des communes de la strate du département 64 = **1 060€** / habitant
Moyenne nationale de la strate = **1 167€** / habitant

- **<u>DÉPENSES DE PERSONNEL</u> : 2 475 K€** soit **361€ / habitant** (*) **en 2018.**

<u>Comparatif sur les ratios 2017, les données 2018 n'étant pas connues pour la strate :</u>

Ratio de la commune = **358€** / habitant
Moyenne des communes de la strate du département 64 = **468€** / habitant
Moyenne nationale de la strate = **536€** / habitant

Les charges de personnel représentent en 2018 44,03% des dépenses réelles de fonctionnement contre 44,14% en 2017. Pour la moyenne des communes de la strate du département 64, le taux est de 50,02% et de 51,66 % pour la moyenne nationale.

A noter que les charges de personnel du Musée Arnaga (426 K€) impactent à hauteur de 17% la totalité de la charge de personnel de la ville, laquelle s'établi à 36,57% des dépenses réelles de fonctionnement.

(*) <u>Population légale 2018</u> : 6 857 habitants (source INSEE). Il s'agit de la population totale.

PRINCIPAUX RATIOS (suite)

- **<u>DETTE AU 31/12/2018</u>** : **1 904 K€** soit **278€ / habitant** (*) **en 2018.**

<u>Comparatif sur les ratios 2017, les données 2018 n'étant pas connues pour la strate :</u>

Ratio de la commune = **339€** / habitant

Moyenne des communes de la strate du département 64 = **871€** / habitant

Moyenne nationale de la strate = **850€** / habitant

L'encours de la dette et l'annuité sont inférieurs à ceux des villes de la même strate démographique.

La capacité de désendettement qui mesure le nombre d'années pour rembourser l'encours de la dette avec l'épargne brute est de 2,21 année en 2017 soit une performance voisine de la moitié de la strate nationale (autour de 4) et inférieure de plus de la moitié de la strate départementale (à plus de 5).

A noter que pour 2018, ce ratio de 2,21 tombe à 1,36 année.

(*) <u>Population légale 2018</u> : 6 857 habitants (source INSEE). Il s'agit de la population totale.

II - LA SITUATION FINANCIERE DE CAMBO-LES-BAINS
INVESTISSEMENT

A. LES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT

En 2018, les dépenses d'équipement brut s'élèvent à 2 030K€ et sont très exactement en ligne avec le montant moyen annuel des investissements réalisés sur la période 2014 à 2018 toujours supérieurs à 2 M€.

B. LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les recettes réelles d'investissement se sont tassées en 2018 (1783 K€ contre 2 556 en 2017) du fait du recul des subventions.

Aucun nouvel emprunt n'a été contracté.

En 2016, la commune a bénéficié d'un fonds de concours de la CDC ERROBI de 980 616€ contre 369 126€ en 2017 et 350 000€ à venir en 2019 pour atteindre le total initialement prévu à savoir 1 699 752€.

II - LA SITUATION FINANCIERE DE CAMBO-LES-BAINS
INVESTISSEMENT (suite)

C. LES EMPRUNTS (1)

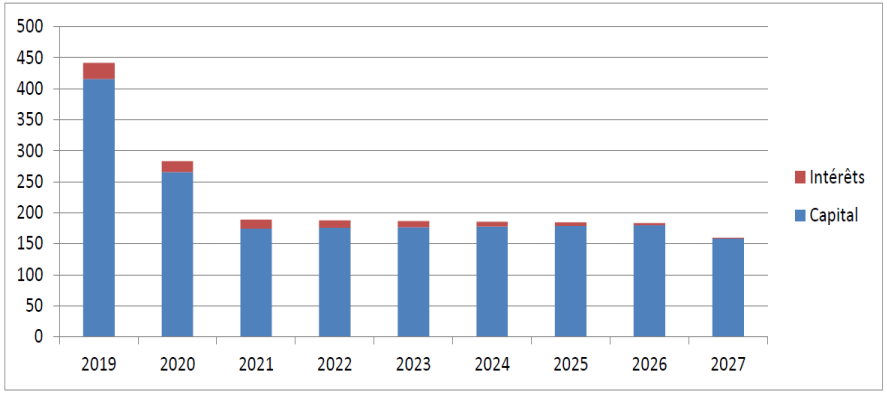
remboursement de la dette (K€)	2014	2015	2016	2017	2018	*2019 (2)*
1 - capital	375,05	1 538,04	546,04	490,59	446,63	*415,69*
2 - intérêts	105,42	84,29	64,15	49,45	37,14	*25,95*
Total des annuités	**480,46**	**1 622,33**	**610,19**	**540,04**	**483,77**	***441,64***

(2) emprunts existants au 1er janvier de l'exercice

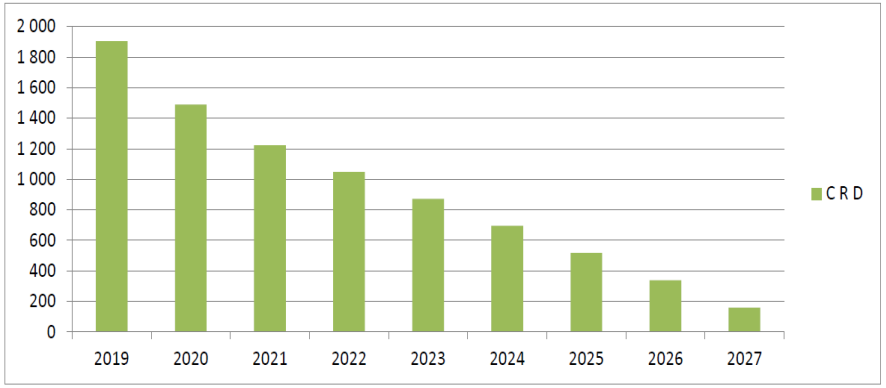
Seuls 3 emprunts ont été contractés depuis le début du mandat en 2014 :
- 1 emprunt à court terme d '1,15M€ en 2013, intégralement remboursé en 2015 ;
- 1 emprunt d'1M€ en juin 2015 remboursable sur 12 ans au taux de 1,25% ;
- 1 emprunt d'1,1M€ en décembre 2015 remboursable sur 12 ans au taux de 1,20%.

En mars 2020, l'engagement de la collectivité se situera autour de 1 900K€ de dû en capital, complètement amorti en 2027, sauf à réaliser un emprunt d'ici ce terme.

Flux de REMBOURSEMENT DE LA DETTE en K€



Evolution du CAPITAL RESTANT DÛ (CRD) en K€



(1) cf. tableau « encours de la dette » page 46

III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019

- Les orientations générales du budget 2019 intègrent les tendances politiques suivantes :

  - *Limiter l'évolution des taux d'imposition au taux d'inflation de 2018, à savoir 1,8% (source OCDE), et ce afin de maîtriser la pression fiscale des ménages,*

  - *Affecter les marges dégagées (excédent de fonctionnement) exclusivement à l'investissement sauf pour l'exercice clos le 31/12/2018 en raison du remboursement à la CAPB des excédents du budget annexe d'assainissement.*

  - *Achever, pour le dernier exercice complet du mandat, les investissements, pour l'essentiel déjà décidés par la collectivité, ce qui la conduira à un important niveau d'investissement puisque voisin de 4M€.*

  - *Procéder à la maîtrise foncière et aux cessions de même nature votées antérieurement au présent exercice et qui se dénoueront sur 2019.*

III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019 (suite 1)

Sans entrer dans le détail du budget 2019 qui sera soumis à l'appréciation de la commission des finances du 1er avril 2019 puis à celle du conseil municipal du 08/04/2019, il est néanmoins possible dès à présent d'en esquisser les grandes lignes reprises dans les tableaux ci-après :

1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT :

DEPENSES		RECETTES	
	2019		2019
Charges à caractère général	1900	Excédent fonctionnement en 2018	1100
Charges de personnel	2700	Produits des services	800
Virement à la section d'investissements	100	Impôts et taxes	3500
Autres charges de gestion courante	800	Dotations Subventions Participations	1600
Amortissements	300	Autres produits de gestion courante	200
Budget assainissement	1500	Travaux en régie	100
TOTAUX	7300	TOTAUX	7300

III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019 (suite 2)

2 – SECTION D'INVESTISSEMENT :

DEPENSES		RECETTES	
	2019		2019
Emprunts	400	Excédent investissement 2018	100
Immobilisations incorporelles	1200	Cessions terrains	1700
Immobilisations en cours	2700	Subventions	1200
Travaux en régie	100	Taxe aménagement	100
		FCTVA	300
		Emprunt (souscription capital)	700
		Amortissements	300
TOTAUX	4400	TOTAUX	4400

III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2019 (suite 3)

LES EQUIPEMENTS BRUTS 2019

LIBELLE DES OPERATIONS	Coût TTC (travaux et MO) K€	Aides calculées sur le coût HT K€
Arnaga sécurisation du parc 2017-2018-2019	50	30
Arnaga sécurité incendie	50	
Toiles VEBER	70	50
SDEPA : éclairage public	60	
Matériel roulant	230	20
Terrain Rue St Michel Garicoitz	700	350
Drainage terrain d'honneur complexe Labeguerie	40	
Ad'AP	170	
Eglise phase 2 tranche conditionnelle	160	150
Eglise phase 3 tranche conditionnelle	340	130
Bâtiment école du Bas Cambo	190	80
Halle d'animation	600	300
Site internet mairie	10	
Peinture façade ouest Arnaga	60	30
Mur du fronton	30	
Bâtiment Croix-Rouge	180	
Podium parc St-Joseph	20	
Local pelote au fronton	45	
Restauration du kiosque Albeniz	10	
Grillage tennis	20	
Transformation et aménagement du rez-de-chaussée de la mairie	10	
Voirie et aménagements urbains	500	30
Eclairage public	100	30
Extension de réseaux publics de distribution d'électricité	20	
Travaux réseaux eaux pluviales	50	
Travaux bâtiments	70	
Matériel divers	20	
Mobilier et matériel écoles	10	
Etude signalétique	10	
Signalétique chemins ruraux	10	
Signalétique urbaine	30	
Orgue église Cambo (étude)	15	
Divers (dont mobilier urbain)	20	
TOTAL	**3 900**	**1 200**

IV - LES BUDGETS ANNEXES

LE BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Projection 2019 :

La Communauté d'Agglomération Pays Basque (CAPB) a voté le 04 novembre 2017 le transfert, à compter du 1er janvier 2018, de la compétence Eau et Assainissement.

En conséquence, nous n'avons plus de budget annexe assainissement à présenter avec, toutefois, des programmes de travaux adoptés fin 2017 en conseil municipal :

- **Programmes votés fin 2017 et réalisés en 2018** :
  - Marché public Assainissement / Phase 1-2018 (coût prévisionnel TTC de 468K€) :

  Réhabilitation du réseau d'assainissement :
    - Venelles Bekikatenia et Orgilaenea ;
    - Secteur Delbarre et avenue d'Espagne ;
    - Secteur Delbarre : rue de la Pouponnière, impasse Maldan, rue Tauletxea

  - Marché public Assainissement / Phase 2-2018 (coût prévisionnel TTC de 141K€) :

  Réhabilitation du quartier du Bas Cambo :
    - Impasse Agnianekoborda ;
    - Impasse Garroenborda.

- **Programmes votés fin 2017 et qui seront réalisés en 2019** :
  - Marché public Assainissement / Phase 3 (coût prévisionnel TTC de 910K€) :
    - travaux de construction et reprise des canalisations d'eaux usées en tranchée ouverte avec réhabilitation par l'intérieur des réseaux d'assainissement (gainage et tubage) : secteur Bas Cambo, Palassimborda, avenue de Navarre ;
    - poste de refoulement des eaux usées : construction de station de pompage des eaux usées.

  - Quartier Delbarre - 2019 : consultation de la maîtrise d'œuvre au printemps 2019 pour des travaux prévus au 3è trimestre 2019 ;

  - Poste de refoulement Alki – 2019 : recueil des données avant consultation de la maîtrise d'œuvre.

IV - LES BUDGETS ANNEXES (suite)

- **LE BUDGET ANNEXE DES CAVEAUX** (une seule section : le fonctionnement)

Exercice 2018 :

Fourniture et pose de 2 caveaux 2 places (10,58K€).
Fourniture de 8 cavurnes (2,74K€).
7 reprises de concessions (4,93K€).

Vente d'1 caveau 4 places (2,60K€), de 4 caveaux 2 places (7,01K€) et de 6 cavurnes (3,27K€) pour un montant total de 12,88K€.

Prévisionnel 2019 :

Il est prévu l'achat de 3 caveaux 2 places (6,47K€), 3 caveaux 4 places (9,93K€) et des dépenses pour 20 reprises administratives (12,61 K€).

V - LES ANNEXES DIVERSES

- **1- les ratios**
- **2- les concours financiers**
- **3- la fiscalité**
- **4- la tarification**
- **5- les subventions versées**
- **6- les compensations perçues de l'EPCI de rattachement**
- **7- l'encours de la dette 2018 - 2020**

1 – Les ratios

Ratio 1 - Dépenses réelles de fonctionnement en Euro par habitant

critères	Années					Moyenne
	2014	2015	2016	2017	*2018*	
Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) en K€	4 876	5 110	4 958	5 505	*5 471*	
nombre d'habitants (*population légale*)	6 731	6 788	6 827	6 935	*6 857*	
RATIO commune de Cambo-Les-Bains	**724**	**753**	**726**	**794**	***798***	***759***
Moyenne des communes de la même strate du Dpt 64 (*)	*933*	*944*	*907*	*941*	-	*931*
Communes françaises, moyenne de la strate (*)	*1 035*	*1 049*	*1 033*	*1 037*	-	*1 039*

(*) 2018 : données non connues

Les DRF sont inférieures pour 2017 de 22% par rapport à la moyenne nationale de la strate et de 14% par rapport à la moyenne des communes de la même strate du Dpt 64.

Ratio 2 - Produit des impositions directes (*) en Euro par habitant

(*) recettes hors fiscalité reversée

critères	Années					Moyenne
	2014	2015	2016	2017	*2018*	
Produits des impositions directes, hors fiscalité reversée en K€	1 803	1 860	1 867	1 885	*1 949*	
nombre d'habitants (*population légale*)	6 731	6 788	6 827	6 935	*6 857*	
RATIO commune de Cambo-Les-Bains	**268**	**274**	**273**	**272**	***284***	***274***
Moyenne des communes de la même strate du Dpt 64 (*)	*393*	*417*	*418*	*409*	-	*409*
Communes françaises, moyenne de la strate (*)	*451*	*468*	*471*	*478*	-	*467*

(1) 2018 : données non connues

Le ratio communal est nettement inférieur aux moyennes nationale de la strate du fait de taux bien inférieur (cf. tableau ci-après).

Rappel des taux d'impositions des 3 taxes de la commune et des communes de la strate nationale

Taxe	Années									
	2014		2015		2016		2017		2018 (*)	
	Cambo	Strate	Cambo	Strate	Cambo	Strate	Cambo	Strate	Cambo	Strate
TH	**11,24%**	14,47%	**11,24%**	14,71%	**11,24%**	14,98%	**11,03%**	15,13%	**11,16%**	-
TF/PB	**10,38%**	20,81%	**10,38%**	20,99%	**10,38%**	21,07%	**10,44%**	20,85%	**10,57%**	-
TF/PNB	**26,33%**	57,56%	**26,33%**	58,52%	**26,33%**	56,13%	**24,44%**	52,44%	**24,73%**	-

(*) 2018 : données non connues

Cf. glossaire pages 65 à 67

1 – Les ratios (suite 1)

Ratio 2bis - Produit des impositions directes (*) en Euro par habitant

(*) les recettes intègrent la fiscalité reversée par l'EPCI de rattachement (attributions de compensation Errobi puis CAPB)

critères	Années					Moyenne
	2014	2015	2016	2017	*2018*	
Produits des impositions directes + fiscalité reversée en K€	3 060	2 922	2 880	2 806	*2 776*	
nombre d'habitants (*population légale*)	6 731	6 788	6 827	6 935	*6 857*	
RATIO commune de Cambo-Les-Bains	**455**	**430**	**422**	**405**	***405***	***423***
Moyenne des communes de la même strate du Dpt 64 (1)	-	-	-	-	-	-
Communes françaises, moyenne de la strate (2)	*669*	*676*	*676*	-	-	*674*

(1) fiscalité reversée non connue : incapacité de calculer ce ratio

(2) 2017 et 2018 : données non connues

Ratio 3 - Recettes réelles de fonctionnement en Euro par habitant

critères	Années					Moyenne
	2014	2015	2016	2017	*2018*	
Recettes réelles de fonctionnement (RRF) en K€	6 106	6 348	6 555	6 640	*6 917*	
nombre d'habitants (*population légale*)	6 731	6 788	6 827	6 935	*6 857*	
RATIO commune de Cambo-Les-Bains	**907**	**935**	**960**	**957**	***1 009***	***954***
Moyenne des communes de la même strate du Dpt 64 (*)	*1 039*	*1 060*	*1 037*	*1 060*	-	*1 049*
Communes françaises, moyenne de la strate (*)	*1 159*	*1 174*	*1 164*	*1 167*	-	*1 166*

(*) 2018 : données non connues

Les RRF sont inférieures pour 2017 de 18% par rapport à la moyenne nationale de la strate et de 10% par rapport à la moyenne des communes de la même strate du Dpt 64.

Cf. glossaire pages 65 à 67

1 – Les ratios (suite 2)

Ratio 4 - Dépenses d'équipement brut / habitant :

critères	Années					Moyenne
	2014	2015	2016	2017	*2018*	
Dépenses d'équipement brut en K€	2 288	2 312	3 196	2 240	*2 149*	
nombre d'habitants (*population légale*)	6 731	6 788	6 827	6 935	*6 857*	
RATIO commune de Cambo-Les-Bains	**340**	**341**	**468**	**323**	***313***	***357***
Moyenne des communes de la même strate du Dpt 64 (*)	*374*	*292*	*309*	*328*	-	*326*
Communes françaises, moyenne de la strate (*)	*317*	*260*	*265*	*298*	-	*285*

(*) 2018 : données non connues

Ratio 5 - Dette / habitant :

Endettement par habitant de la commune de Cambo les Bains comparé à la moyenne de la strate des communes appartenant à un groupement de fiscalité (TPU) : 5 000 à 9 999 habitants.

Critères	Années					Moyenne
	2014	2015	2016	2017	*2018*	
nombre d'habitant (*population légale*)	6 731	6 788	6 827	6 935	*6 857*	
Capital restant dû 31/12/N	2 825	3 387	2 841	2 351	*1 904*	
RATIO commune de Cambo-Les-Bains	**420**	**499**	**416**	**339**	***278***	***390***
Moyenne des communes de la même strate du Dpt 64 (*)	*973*	*941*	*893*	*871*	-	*920*
Communes françaises, moyenne de la strate (*)	*870*	*862*	*842*	*850*	-	*856*

(*) 2018 : données non connues

Cf. glossaire pages 65 à 67

1 – Les ratios (suite 3)

Ratio 6 - DGF / habitant :

Part de la contribution de l'état au fonctionnement de la collectivité

critères	Années					Moyenne
	2014	2015	2016	2017	*2018*	
Dotation globale de fonctionnement en K€	1 289	1 178	1 069	1 021	*1 015*	
nombre d'habitants (*population légale*)	6 731	6 788	6 827	6 935	*6 857*	
RATIO commune de Cambo-Les-Bains	**191**	**173**	**157**	**147**	***148***	***163***
Moyenne des communes de la même strate du Dpt 64 (*)	*164*	*143*	*123*	*109*	-	*135*
Communes françaises, moyenne de la strate (*)	*196*	*175*	*157*	*151*	-	*170*

(*) 2018 : données non connues

Ratio 7 - Part des dépenses de personnel dans les dépenses réelles de fonctionnement :

Mesure la charge de personnel de la collectivité.

C'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompréssible à court terme, quelle que soit la populaiton de la collectivité

critères	Années					Moyenne
	2014	2015	2016	2017	*2018*	
Dépenses de personnel en K€	2 189	2 297	2 403	2 483	*2 475*	
Dépenses réelles de fonctionnement en K€	4 876	5 110	4 958	5 505	*5 471*	
RATIO commune de Cambo-Les-Bains	**44,89%**	**44,95%**	**48,47%**	**45,11%**	***45,25%***	***45,73%***
Moyenne des communes de la même strate du Dpt 64 (*)	*49,24%*	*48,96%*	*51,33%*	*50,02%*	-	*49,89%*
Communes françaises, moyenne de la strate (*)	*51,40%*	*50,67%*	*50,84%*	*51,66%*	-	*51,14%*

(*) 2018 : données non connues

Cf. glossaire pages 65 à 67

1 – Les ratios (suite 4)

Ratio 9 - Marge d'autofinancement courant (MAC)

= (dépenses réelles de fonctionnement + remboursement dette) / recettes réelles de fonctionnement

Ce ratio mesure la capacité de la commune à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées.
Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; à contrario, un ratio supérieur à 100% indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF

critères	Années					Moyenne
	2014	2015	2016	2017	*2018*	
Dépenses réelles de fonctionnement + remboursement de la dette (K+I) en K€	5 356	6 733	5 568	6 045	5 954	
Recettes réelles de fonctionnement (RRF) en K€	6 106	6 348	6 555	6 640	*6 857*	
RATIO commune de Cambo-Les-Bains	**87,71%**	**106,07%**	**84,94%**	**91,04%**	***86,84%***	***91,32%***
Moyenne des communes de la même strate du Dpt 64 (*)	*97,93%*	*99,59%*	*96,99%*	*98,66%*	-	*98,29%*
Communes françaises, moyenne de la strate (*)	*95,00%*	*97,10%*	*96,05%*	*94,94%*	-	*95,77%*

(*) 2018 : données non connues

Ratio 10 - Dépenses brutes d'équipement / recettes réelles de fonctionnement

Mesure l'effort d'équipement de la commune au regard de sa richesse.
A relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années.

critères	Années					Moyenne
	2014	2015	2016	2017	*2018*	
Dépenses d'équipement brut en K€	2 288	2 312	3 196	2 240	*2 149*	
Recettes réelles de fonctionnement (RRF) en K€	6 106	6 348	6 555	6 640	*6 857*	
RATIO commune de Cambo-Les-Bains	**37,47%**	**36,42%**	**48,75%**	**33,74%**	***31,34%***	***37,54%***
Moyenne des communes de la même strate du Dpt 64 (*)	*35,98%*	*27,55%*	*29,82%*	*30,93%*	-	*31,07%*
Communes françaises, moyenne de la strate (*)	*25,54%*	*22,77%*	*22,15%*	*27,35%*	-	*24,45%*

(*) 2018 : données non connues

Cf. glossaire pages 65 à 67

1 – Les ratios (suite 5) – autres indicateurs

Annuité de la dette / Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions) :

Ca ratio ne doit pas dépasser 0.20 (20% des R.R.F) : l'annuité de la dette ne doit pas représenter plus du cinquième des recettes réelles de fonctionnement.

critères	Années					Moyenne
	2014	2015	2016	2017	*2018*	
Annuité de la dette (remboursement intérêts + capital de l'année) en K€	480	473	610	540	*540*	
Recettes réelles de fonctionnement, hors cessions (RRF) en K€	6 106	6 348	6 555	6 640	*6 917*	
RATIO commune de Cambo-Les-Bains	**0,079**	**0,075**	**0,093**	**0,081**	***0,078***	***0,081***
*Moyenne des communes de la même strate du Dpt 64 **	*0,120*	*0,117*	*0,119*	*0,121*	-	*0,119*
*Communes françaises, moyenne de la strate **	*0,097*	*0,101*	*0,106*	*0,093*	-	*0,099*

** 2018 : données non connues*

Capacité de désendettement de la commune :

Combien d'années faudrait-il pour rembourser l'encours de la dette si la collectivité dégageait le même excédent brut sur les années à venir et qu'elle ne contractait pas de nouvel emprunt ?

critères	Années					Moyenne
	2014	2015	2016	2017	*2018*	
Encours de la dette (*capital restant dû* au 31/12/N) en K€	2 825	3 387	2 841	2 351	*1 904*	
Epargne brute en K€	1 125	1 153	1 533	1 085	*1 402*	
ZONE VERTE < 11 < orange > 13 seuil critique ZONE ROUGE *(1)*	**2,51**	**2,94**	**1,85**	**2,17**	***1,36***	***2,17***
Moyenne des communes de la même strate du Dpt 64 (2)	*5,90*	*5,95*	*5,66*	*5,97*	-	*5,87*
Communes françaises, moyenne de la strate (2)	*4,60*	*4,33*	*4,19*	*4,20*	-	*4,33*

(1) depuis 2018, le seuil limite (zone orange) est porté à 11 ans et le seuil critique (zone rouge) à 13 ans.

(2) 2018 : données non connues

Cf. glossaire pages 65 à 67

1 – Les ratios (suite 6) – autres indicateurs

Surendettement ou dette globale de la commune

Ce ratio compare la dette restant à rembourser aux recettes affectées au fonctionnement de la commune.
Un ratio élevé (>1) signifie que la collectivité est fortement endettée par rapport à ses revenus.

critères	Années					Moyenne
	2014	2015	2016	2017	*2018*	
Encours de la dette (*capital restant dû* au 31/12/N) en K€	2 825	3 387	2 841	2 351	*1 904*	
Recettes réelles de fonctionnement, hors cessions (RRF)	6 106	6 348	6 555	6 640	*6 917*	
RATIO commune de Cambo-Les-Bains	**0,46**	**0,53**	**0,43**	**0,35**	***0,28***	***0,41***
*Moyenne des communes de la même strate du Dpt 64 **	*0,95*	*0,89*	*0,87*	*0,84*	-	*0,89*
*Communes françaises, moyenne de la strate **	*0,75*	*0,73*	*0,72*	*0,73*	-	*0,73*

** 2018 : données non connues*

Endettement par habitant de la commune de Cambo les Bains comparé aux communes de la même strate situées dans le département 64 (5 000 à 9 999 habitants).

Communes	Années					Moyenne
	2014	2015	2016	2017	*2018 **	
Cambo les Bains	420	499	416	339	*278*	***390***
Bidart	1 674	1 478	1 331	1 199	-	*1 421*
Boucau	998	1 027	954	1 014	-	*998*
Ciboure	872	805	737	725	-	*785*
Gan	697	698	733	962	-	*773*
Hasparren	989	1 085	1 107	1 003	-	*1 046*
Jurançon	598	593	687	733	-	*653*
Mouguerre	1 346	1 389	1 250	1 298	-	*1 321*
Mourenx	1 200	1 110	1 020	869	-	*1 050*
St Pée-sur-Nivelle	1 150	1 115	1 103	1 062	-	*1 108*
Urrugne	335	296	266	237	-	*284*
Ustaritz	1 399	1 201	1 115	1 014	-	*1 182*

** 2018 : données non connues pour les autres communes de la strate*

Cf. glossaire pages 65 à 67

2 – Les concours financiers

a- Service d'incendie et de secours (SDIS 64)	2014	2015	2016	2017	2018	2019 prévisionnel *(1)*
	137 334	139 275	137 562	140 451	145 351	0
variation N/N-1 en %		*1,41%*	*-1,23%*	*2,10%*	*3,49%*	-
		Variation moyenne 2014-2019				-

(1) compétence reprise par la CAPB en 2019.

b- forfait communal	2014	2015	2016	2017	2018	2019 prévisionnel
1- Errobi Ikastola	28 404	27 878	27 352	27 348	26 316	25 800
2- OGEC St Michel Garocoitz	62 068	69 432	70 484	72 756	76 884	72 756
TOTAUX	**90 472**	**97 310**	**97 836**	**100 104**	**103 200**	**98 556**
variation N/N-1 en %		*7,56%*	*0,54%*	*2,32%*	*3,09%*	*-4,50%*
		Variation moyenne 2014-2019				*1,73%*

c - Autres groupements de collectivités	2014	2015	2016	2017	2018	2019 prévisionnel
1- participation bassin versant de la Nive ex rivières des Nives	8 077	8 077	8 077	8 322	0	0
2- participation SISCB	9 560	10 367	10 468	0	0	0
3- participation TXAKURRAK	9 193	10 367	10 468	10 545	12 235	12 136
4- participation Biltzar *(2)*	-	339	341	347	0	350,00
TOTAUX	**26 830**	**29 151**	**29 354**	**19 214**	**12 235**	**12 486,00**
variation N/N-1 en %		*8,65%*	*0,70%*	*-34,55%*	*-42,50%*	*2,05%*
		Variation moyenne 2014-2019				*-14,19%*

(2) calcul effectué au prorata de la population municipale.

d - Centre Communal d'Action Sociale (CCAS)	2014	2015	2016	2017	2018	2019 prévisionnel
	618 194	575 000	64 000	285 000	245 000	170 000
variation N/N-1 en %		*-6,99%*	*-88,87%*	*345,31%*	*0,00%*	*-30,61%*
		Variation moyenne 2014-2019				*-22,76%*

e - Office de Tourisme de Cambo-les-Bains *(3)*	2014	2015	2016	2017	2018	2019 prévisionnel
	176 206	181 093	181 077	199 416	202 732	205 085
variation N/N-1 en %		*2,77%*	*-0,01%*	*10,13%*	*1,04%*	*1,16%*
		Variation moyenne 2014-2019				*3,08%*

(3) tient compte de la subvention versée au titre de la fête annuelle du gâteau basque.

3 – La fiscalité

	2014			
Taxes	Bases réelles	Taux	Produit (1)	*Compensations Etat*
TH	9 125 811	11,24%	1 093 156	*67 415*
TFB	7 281 786	10,38%	759 498	*3 649*
TFNB	55 633	26,33%	16 856	*2 208*
reversement CCAPB dont CVAE			987 936	
total	**16 463 230**		**2 857 447**	***73 272***

	2015			
Taxes	Bases réelles	Taux	Produit (1)	*Compensations Etat*
TH	9 467 375	11,24%	1 139 798	*75 665*
TFB	7 347 874	10,38%	766 596	*3 887*
TFNB	55 550	26,33%	16 641	*2 015*
reversement CCAPB dont CVAE			987 936	
total	**16 870 799**		**2 910 972**	***81 567***

	2016			
Taxes	Bases réelles	Taux	Produit (1)	*Compensations Etat*
TH	9 414 516	11,24%	1 121 567	*63 375*
TFB	7 581 378	10,38%	790 042	*3 095*
TFNB	55 781	26,33%	16 516	*1 829*
reversement CCAPB dont CVAE			1 006 328	
total	**17 051 675**		**2 934 452**	***68 299***

	2017			
Taxes	Bases réelles	Taux	Produit (1)	*Compensations Etat*
TH	9 557 897	11,03%	1 138 949	*84 713*
TFB	7 707 485	10,44%	805 866	*1 205*
TFNB	56 091	24,44%	15 408	*1 699*
reversement CCAPB dont CVAE			956 354	
total	**17 321 473**		**2 916 577**	***2 904***

	2018			
Taxes	Bases réelles	Taux	Produit (1)	*Compensations Etat*
TH	9 867 174	11,16%	1 189 660	*88 251*
TFB	7 832 464	10,57%	828 705	*1 183*
TFNB	56 674	24,73%	15 501	*1 484*
reversement CCAPB dont CVAE			1 064 093	
total	**17 756 312**		**3 097 960**	***90 918***

	2019 prévisionnel			
Taxes	Bases prévisionnelles (2)	Taux (3)	Produit (1)	*Compensations Etat*
TH	9 867 174	11,36%	1 120 911	*63 000*
TFB	7 832 464	10,76%	842 773	*1 000*
TFNB	56 674	25,18%	14 271	*1 000*
reversement CCAPB dont CVAE			918 742	
total	**17 756 312**		**2 896 697**	***65 000***

(1) Produit = Bases x taux + compensations annuelles de l'Etat.
Pour 2019, les compensations sont estimées à 63 000€ pour la TH et à 2 000€ pour la TF (1 000€ pour le bâti et 1 000€ pour le non bâti).
(2) Bases prévisionnelles 2019 = bases réelles 2018.
(3) Taux 2019 = taux 2018 x taux d'inflation prévu pour 2019 soit + 1,8 % selon l'OCDE.

3 – La fiscalité (suite 1)

Variation des BASES 2014 - 2018

Bases	2014	2015	2016	2017	2018
TH	9 125 811	9 467 375	9 414 516	9 557 897	9 867 174
Variation n/n-1	-	*3,74%*	*-0,56%*	*1,52%*	*3,24%*
TFB	7 281 786	7 347 874	7 581 378	7 707 485	7 832 464
Variation n/n-1	-	*0,91%*	*3,18%*	*1,66%*	*1,62%*
TFNB	55 633	55 550	55 781	56 091	56 674
Variation n/n-1	-	*-0,15%*	*0,42%*	*0,56%*	*1,04%*
Total	**16 463 230**	**16 870 799**	**17 051 675**	**17 321 473**	**17 756 312**
Variation n/n-1	-	*2,48%*	*1,07%*	*1,58%*	*2,51%*

Variation des bases plus importante en 2018 que les 3 dernières années (**+2,51%** contre +1,58% en 2017) et, plus particulièrement, les bases de TH en hausse de **+3,24€** .

Variation des PRODUITS 2014 - 2018

Produits	2014	2015	2016	2017	2018
TH	1 025 741	1 064 133	1 058 192	1 054 236	1 101 409
Variation n/n-1	-	*3,74%*	*-0,56%*	*-0,37%*	*4,47%*
TFB	755 849	762 709	786 947	804 661	827 522
Variation n/n-1	-	*0,91%*	*3,18%*	*2,25%*	*2,84%*
TFNB	14 648	14 626	14 687	13 709	14 017
Variation n/n-1	-	*-0,15%*	*0,42%*	*-6,66%*	*2,25%*
Total	**1 796 239**	**1 841 469**	**1 859 826**	**1 872 606**	**1 942 949**
Variation n/n-1	-	*2,52%*	*1,00%*	*0,69%*	*3,76%*

Cette dynamique, couplée à l'augmentation des taux de fiscalité, a permis à la commune de voir ces recettes de fiscalité locale augmenter de **+3,76€**, soit +70 343€.

3 – La fiscalité (suite 2)

COMPARATIF FISCALITE LOCALE 2014-2018
6 COMMUNES

COMMUNES	Taxe Habitation				
	2014	2015	2016	2017	2018
CAMBO	11,24	11,24	11,24	11,03	11,16
HASPARREN	18,55	18,55	18,55	12,97	12,97
MAULEON	11,65	11,77	11,89	11,90	12,02
ST PEE /NIVELLE	10,81	10,81	10,92	10,56	10,67
URRUGNE	10,98	10,98	10,98	10,52	10,52
USTARITZ	10,49	10,59	10,91	10,91	11,24

COMMUNES	Taxe Foncier Bâti				
	2014	2015	2016	2017	2018
CAMBO	10,38	10,38	10,38	10,44	10,57
HASPARREN	12,58	12,58	12,58	12,58	12,58
MAULEON	16,88	17,05	17,05	18,09	18,09
ST PEE /NIVELLE	10,93	10,93	11,04	10,86	10,97
URRUGNE	9,67	9,67	9,67	9,38	9,38
USTARITZ	11,47	11,58	11,93	11,93	12,29

COMMUNES	Taxe Foncier Non Bâti				
	2014	2015	2016	2017	2018
CAMBO	26,33	26,33	26,33	24,44	24,73
HASPARREN	30,82	30,82	30,82	30,82	30,82
MAULEON	32,49	32,81	33,14	31,12	31,43
ST PEE /NIVELLE	31,24	31,24	32,67	30,30	30,60
URRUGNE	28,20	28,20	28,20	25,53	25,53
USTARITZ	33,7	34,04	35,06	35,06	36,14

4 – La tarification

a – Arnaga :

Catégories	2016	2017	2018 et 2019
Adultes individuels	8 €	8 €	8,30 €
Groupe adultes (accompagnant et chauffeur : gratuit)	6,50 €	6,80 €	6,80 €
Collégiens, lycéens, étudiants	4 €	4 €	4 €
Scolaires et enfants de 7 à 12 ans	2,50 € (de 7 à 11 ans inclus)	2,50 € (de 7 à 11 ans inclus)	2,50 € (de 7 à 11 ans inclus)
Handicapé	4 €	4 €	4 €
Accompagnant	4 €	4 €	4 €
Groupe handicapés (accompagnant et chauffeur gratuit)	2,50 €	3,50 €	3,50 €
Demandeurs d'emploi	4 €	4 €	4 €
Tarif préférentiel "partenaires touristiques" (VVF, CE, Carte Gîtes plus, Route historique, Sites et Musées...)	6,50 €	6,50 €	6,80 €
Enfants de moins de 7 ans	gratuit	gratuit	gratuit
Tarif famille	gratuit a/c du 3ème enfant	gratuit a/c du 3ème enfant	gratuit a/c du 3ème enfant
Tarif spectacle	12 €	12 €	13 €
Tarif spectacle préférentiel / partenaire			11 € (à compter de 2019)
Tarif spectacle réduit (jeune 12-18 ans, personne handicapée et accompagnant)			6,80 € (à compter de 2019)
Tarif spectacle réduit (enfant 7-12 ans)			4 € (à compter de 2019)
Tarif spectacle : enfant de moins de 7 ans			gratuit
Atelier scolaire	2,50 € / élève	2,50 € / élève	2,50 € / élève
Visite guidée avec audiophone (tout public)	plus 1 €	plus 1 €	plus 1 €
Visite prestige jusqu'à 6 personnes	300 €	300 €	300 €
Rendez-vous aux jardins (exposants)	35 €	35 €	40 €
Manifestations nationales			
- Accès jardin	gratuit	gratuit	gratuit
- Accès maison			
* adultes individuels	4 €	4 €	4 €
* collégiens, lycéens, étudiants	2,50 €	2,50 €	2,50 €
* moins de 12 ans	gratuit	gratuit	gratuit

Autres gratuités :

* Habitants de Cambo-les-Bains
* Agents de la ville de Cambo-les-Bains
* Membres de l'association des Amis d'Arnaga
* Détenteurs de la carte ICOM (conservateurs musées) ou ICOMOS (conservateurs Monuments historiques)

4 – La tarification (suite 1)

b – Médiathèque :

TARIFS APPLICABLES - DELIBERATION DU 26 NOVEMBRE 2018

Adhésions		
Camboars ou propriétaires d'une résidence secondaire à Cambo	**Non Camboars**	**Touristes et curistes** **Inscription pour une semaine renouvelable**
Adulte : 13 €/an	Adulte : 18 €/an	Adulte : 2,50€/semaine
Lycéen, étudiant, chômeur et bénéficiaire des minima sociaux : 6 €/an	Lycéen, étudiant, chômeur et bénéficiaire des minima sociaux : 6 €/an	
Moins de 15 ans : gratuit	Moins de 15 ans : gratuit	Moins de 15 ans : gratuit
Classe, CLSH, crèche : gratuité	Classe, CLSH, crèche : 18 €/an	
Assistante maternelle (limité au secteur jeunesse): gratuité	Assistante maternelle : 18 €/an	
Association, maison de soins, maison de retraite : 13 € /an	Association, maison de soins, maison de retraite : 18 € /an	
Adhérent AIEC : gratuité	Adhérent AIEC : gratuité	Adhérent AIEC : gratuité
Caution : pas de caution	Caution : pas de caution	Caution : 50 € restituée en fin de séjour, après restitution des documents empruntés.

Photocopies		
	A4	**A5**
Recto	0,20 €	0,25 €
Recto/verso	0,25 €	0,30 €

Autres tarifs	
Sacs en tissu "Médiathèque de Cambo" pour transport de documents	1,00 €
Ventes de documents retirés des collections	1,00 €
Pénalités de retardaprès 30 jours de retard après la date de retour prévue	0,10€ / document et par jour de retard

4 – La tarification (suite 2)

c – aire de camping-cars :

	a/c du 1er juillet 2016	2017	2018	2019
Stationnement Par tranche de 24 heures Services inclus : eau-vidange-électricité-wifi	10 € Dont taxe de séjour : 0,75 €	10 € Dont taxe de séjour : 0,75 €	10 € Dont taxe de séjour : 0,75 €	10 € Dont taxe de séjour : 0,60 €
Services proposés hors stationnement				
Eau	2,50 €	2,50 €	2,50 €	2,50 €
Vidange	gratuit	gratuit	gratuit	gratuit

4 – La tarification (suite 3)

d – ALSH :

Tarifs appliqués depuis le 1er janvier 2019,

PRINCIPES

- L'engagement minimum de présences (forfait 2 ou 3 jours) est de :
3 jours <11 ans & de 2 jours à partir de 11 ans.

- Le prix de journée comprend les repas et goûter
- Le prix 1/2 journée après-midi comprend le goûter
- Moins 10 % , s'applique à partir du 2e enfant
- Pénalité *(Départ après l'heure de fermeture) : 3,00€ / enfant / 1/4 heure*

- Supplément intervenants ou sorties : 3,00€/enfant /jour, pour les enfants < à 11 ans
4,00 € / enfant/jour, à partir de 11 ans
Garderie de 18 h 30 à 19 h 00 vacances ÉTÉ : + 0,50 €

- Le tarif Cambo s'applique :

- aux familles habitant Cambo,
- celles dont les enfants sont scolarisés à Cambo
- celles dont un parent habite Cambo
- aux curistes installés à Cambo, le temps des soins.

4 – La tarification (suite 4)

d – ALSH (suite) :

MATINS /SOIRS - ECOLES PUBLIQUES DU HAUT CAMBO

PRINCIPES

- Aide aux leçons : 1/2 tarif de 16 h 30 à 17 h 30.
- Les enfants peuvent être récupérés à partir de 17 h 30 seulement.
- Animation : toute 1/2 h entamée est due ; 2 h00 minimum / semaine sont facturées.
- Pénalité de retard, après 18 h 30 : 3,00 € par 1/4 h et par enfant.
- Le goûter n'est pas fourni : *pensez à le remettre votre enfant !*
- Les règlements Chèques, Cësu, Espèces s'effectuent au Trésor Public.

Pour toute réclamation, s'adresser à l'Accueil de loisirs : 06 74 94 80 31

QUOTIENT FAMILIAL	TARIF 1 h 00 ANIMATION	TARIF 1 h 00 AIDE AUX LEÇONS
< 650 €	1,22 €	0,61 €
De 651 € à 710 €	1,32 €	0,66 €
De 711 € 1010 €	1,42 €	0,71 €
De 1011 € à 1310 €	1,72 €	0,86 €
De 1311 € à 1510 €	1,92 €	0,96 €
A partir de 1511 €	2,12 €	1,06 €

MERCREDIS AVEC ATL CAF

COMMUNES	Tarifs 1er enfant			Tarifs à partir du 2e (-10%)		
	Journée	½ Journée sans repas	½ Journée + repas	Journée	½ Journée sans repas	½ Journée + repas
Cambo/Itxassou	6,25 €	4,16 €	5,36 €	5,23 €	3,54 €	4,74 €
Louhossoa	9,35 €	5,71 €	6,91 €	8,33 €	5,09 €	6,29 €
Autres communes	12,25 €	8,16 €	9,36 €	11,23 €	7,54 €	8,74 €

Participation CAF déduite :

En tranche 1, QF < 650 € :

-2 € / demi journée

-4 € / demi journée + repas

-4 € en journée

4 – La tarification (suite 5)

d – ALSH (suite) :

MERCREDIS AVEC AIDE MSA

CAMBO ITXASSOU	Tarifs 1er enfant			Tarifs à partir du 2e (-10%)		
	Journée	½ Journée sans repas	½ Journée + repas	Journée	½ Journée sans repas	½ Journée + repas
< 650 €	4,75 €	3,41 €	6,61 €	3,73 €	2,79 €	5,99 €
De 651 € à 710 €	5,31 €	3,92 €	7,12 €	4,23 €	3,25 €	6,45 €
De 711 € 800 €	5,81 €	4,47 €	7,67 €	4,68 €	3,75 €	6,95 €
AUTRES COMMUNES	Journée	1/2journée sans repas	1/2journée + repas	Journée	1/2journée sans repas	1/2journée + repas
< 650 €	7,85 €	4,96 €	8,16 €	6,83 €	4,34 €	7,54 €
De 651 € à 710 €	8,41 €	5,47 €	8,67 €	7,33 €	4,80 €	8,00 €
De 711 € 800 €	8,91 €	6,02 €	9,22 €	7,78 €	5,30 €	8,50 €

Participation MSA déduite :

En tranche 1 à 3, QF < 800 € :

-2,75 € / demi journée

-5,50 € en journée

4 – La tarification (suite 6)

d – ALSH (suite) :

MERCREDIS HORS PARTICIPATION CAF ou MSA

CAMBO ITXASSOU	Tarifs 1er enfant			Tarifs à partir du 2e (-10%)		
	Journée	½ Journée sans repas	½ Journée + repas	Journée	½ Journée sans repas	½ Journée + repas
< 650 €	10,25 €	6,16 €	9,36 €	9,23 €	5,54 €	8,74 €
De 651 € à 710 €	10,81 €	6,67 €	9,87 €	9,73 €	6,00 €	9,20 €
De 711 € 1010 €	11,31 €	7,22 €	10,42 €	10,18 €	6,50 €	9,70 €
De 1011 € à 1310 €	12,83 €	8,23 €	11,43 €	11,55 €	7,41 €	10,61 €
De 1311 € à 1510 €	14,39 €	9,24 €	12,44 €	12,95 €	8,32 €	11,52 €
A partir de 1511 €	15,91 €	10,30 €	13,50 €	14,32 €	9,27 €	12,47 €
	Journée	½ Journée sans repas	½ Journée + repas	Journée	½ Journée sans repas	½ Journée + repas
LOUHOSSOA Selon QF	+3,10 €	+1,55 €	+1,55 €	+3,10 €	+1,55 €	+1,55 €
AUTRES COMMUNES Selon QF	+ 6,00 €	+ 4,00 €	+ 4,00 €	+ 6,00 €	+ 4,00 €	+ 4,00 €

TARIFS

Ils sont votés par le Conseil municipal.
Les tarifs journées et 1/2 journées sont fixés selon le quotient familial CAF(QF).

Pour les allocataires,
le QF est communiqué au CLSH par le biais du serveur CAFpro.

Pour les non-allocataires,
le quotient est calculé à partir des revenus des personnes élevant l'enfant ou ceux du parent isolé.

4 – La tarification (suite 7)

d – ALSH (suite) :

TARIFS AVEC ATL CAF

Participation CAF déduite pour les allocataires en tranche 1, QF < 650 € :

- 2 € / demi-journée sans repas **- 4 € / ½ journée + repas** **- 4€ / journée complète**

COMMUNES	Tarifs 1er enfant					Tarifs à partir du 2e (-10%)				
	Journée	½ Journée sans repas	½ Journée + repas	Forfait 3 jours Enfant < 11 ans	Forfait 2 jours Enfant à partir de 11 ans	Journée	½ Journée sans repas	½ Journée + repas	Forfait 3 jours Enfant < 11 ans	Forfait 2 jours Enfant à partir de 11 ans
Cambo Itxassou	6,25 €	4,16 €	5,36 €	18,75 €	12,50 €	5,23 €	3,54 €	4,74 €	15,69 €	10,46 €
Louhossoa	9,35 €	5,71 €	6,91 €	28,05 €	18,70 €	8,33 €	5,09 €	6,29 €	24,99 €	16,66 €
Autres communes	12,25 €	8,16 €	9,36 €	36,75 €	24,50 €	11,23 €	7,54 €	8,74 €	33,69 €	22,46 €

4 – La tarification (suite 8)

d – ALSH (suite) :

TARIFS AVEC AIDE MSA

Participation MSA déduite, pour les allocataires de tranches 1 à 3, QF < 800 € :

- 2,75 / demi-journée - 5,50 € / journée complète

CAMBO ITXASSOU	Tarifs 1er enfant					Tarifs à partir du 2e (-10%)				
	Journée	½ Journée sans repas	½ Journée + repas	Forfait 3 jours Enfant < 11 ans	Forfait 2 jours Enfant à partir de 11 ans	Journée	½ Journée sans repas	½ Journée + repas	Forfait 3 jours Enfant < 11 ans	Forfait 2 jours Enfant à partir de 11 ans
< 650 €	4,75 €	3,41 €	6,61 €	14,25 €	9,50 €	3,73 €	2,79 €	5,99 €	11,19 €	7,46 €
De 651 € à 710 €	5,31 €	3,92 €	7,12 €	15,93 €	10,62 €	4,23 €	3,25 €	6,45 €	12,69 €	8,46 €
De 711 € 800 €	5,81 €	4,47 €	7,67 €	17,43 €	11,62 €	4,68 €	3,75 €	6,95 €	14,04 €	9,36 €
AUTRES COMMUNES	Journée	1/2 journée sans repas	1/2 journée + repas	Forfait 3 jours	Forfait 2 jours	Journée	1/2 journée sans repas	1/2 journée + repas	Forfait 3 jours	Forfait 2 jours
< 650 €	7,85 €	4,96 €	8,16 €	23,55 €	15,70 €	6,83 €	4,34 €	7,54 €	20,49 €	13,66 €
De 651 € à 710 €	8,41 €	5,47 €	8,67 €	25,23 €	16,82 €	7,33 €	4,80 €	8,00 €	21,99 €	14,66 €
De 711 € 800 €	8,91 €	6,02 €	9,22 €	26,73 €	17,82 €	7,78 €	5,30 €	8,50 €	23,34 €	15,56 €

4 – La tarification (suite 8)

d – ALSH (suite) :

TARIFS HORS PARTICIPATION CAF ou MSA

CAMBO ITXASSOU	Tarifs 1er enfant					Tarifs à partir du 2e (-10%)				
	Journée	½ Journée sans repas	½ Journée + repas	Forfait 3 jours Enfant < 11 ans	Forfait 2 jours Enfant à partir de 11 ans	Journée	½ Journée sans repas	½ Journée + repas	Forfait 3 jours Enfant < 11 ans	Forfait 2 jours Enfant à partir de 11 ans
< 650 €	10,25 €	6,16 €	9,36 €	30,75 €	20,50 €	9,23 €	5,54 €	8,74 €	27,69 €	18,46 €
De 651 € à 710 €	10,81 €	6,67 €	9,87 €	32,43 €	21,62 €	9,73 €	6,00 €	9,20 €	29,19 €	19,46 €
De 711 € 1010 €	11,31 €	7,22 €	10,42 €	33,93 €	22,62 €	10,18 €	6,50 €	9,70 €	30,54 €	20,36 €
De 1011 € à 1310 €	12,83 €	8,23 €	11,43 €	38,49 €	25,66 €	11,55 €	7,41 €	10,61 €	34,65 €	23,10 €
De 1311 € à 1510 €	14,39 €	9,24 €	12,44 €	43,17 €	28,78 €	12,95 €	8,32 €	11,52 €	38,85 €	25,90 €
A partir de 1511 €	15,91 €	10,30 €	13,50 €	47,73 €	31,82 €	14,32 €	9,27 €	12,47 €	42,96 €	28,64 €

	Journée	½ Journée sans repas	½ Journée + repas	Forfait 3 jours Enfant < 11 ans	Forfait 2 jours Enfant à partir de 11 ans	Journée	½ Journée sans repas	½ Journée + repas	Forfait 3 jours Enfant < 11 ans	Forfait 2 jours Enfant à partir de 11 ans
LOUHOSSOA Selon QF	+3,10 €	+1,55 €	+1,55 €	+ 9,30 €	+ 6,20 €	+3,10 €	+1,55 €	+1,55 €	+ 9,30 €	+ 6,20 €
AUTRES COMMUNES Selon QF	+ 6,00 €	+ 4,00 €	+ 4,00 €	+ 18,00 €	+ 12,00 €	+ 6,00 €	+ 4,00 €	+ 4,00 €	+ 18,00 €	+ 12,00 €

4 – La tarification (suite 9)

e – taxe de séjour :

Catégorie	2016	2017	2018	2019
Village vacances	0,40 €	0,40 €	0,40 €	0,70 €
Village vacances 2*	0,66 €	0,70 €	0,70 €	0,70 €
Village vacances 3*	0,70 €	0,90 €	0,90 €	0,70 €
Village vacances 4 et 5 *	-	-	-	0,90 €
Campings * et **	0,20 €	0,20 €	0,20 €	0,20 €
Campings 3, 4 et 5 *	0,55 €	0,60 €	0,55 €	0,60 €
Hôtels et hôtels *	0,66 €	0,70 €	0,70 €	0,70 €
Hôtels **	0,90 €	0,90 €	0,90 €	0,90 €
Hôtels ***	1,05 €	1,10 €	1,10 €	1,10 €
Hôtels ****	1,65 €	1,70 €	1,70 €	1,70 €
Hôtels *****	-	-	-	2,30 €
Palaces	-	-	-	2,90 €
Meublés et meublés *	0,66 €	0,70 €	0,70 €	0,70 €
Meublés **	0,90 €	0,90 €	0,90 €	0,90 €
Meublés ***	1,05 €	1,10 €	1,10 €	1,10 €
Meublés ****	1,10 €	1,70 €	1,70 €	1,70 €
Chambres d'hôtes 1* ou 1 épi	0,75 €	0,80 €	0,75 €	0,70 €
Chambres d'hôtes 2* ou 2 épis	0,75 €	0,80 €	0,75 €	0,70 €
Chambres d'hôtes 3* et 3 épis	0,75 €	0,80 €	0,75 €	0,70 €
Aire de camping-cars (véhicule)	0,75 €	0,75 €	0,75 €	0,60 €

5 – Les subventions versées (hors subvention versée à l'Office de Tourisme)

Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé (1)	2014	2015	2016	2017	2018	2019 prévisionnel (2)
	138 795	142 591	131 028	136 066	139 714	116 000
variation N/N-1 en %		2,73%	-8,11%	3,84%	2,68%	0,20%
			Variation moyenne 2014-2019			0,17%

(1) les montants de 2014 à 2018 incluent les subventions versées en cours d'exercice et régularisées lors de DM.

(2) Le montant prévisionnel 2019 ne tient compte que des subventions attribuées lors du seul vote du budget primitif.

6 – Les compensations perçues de l'EPCI de rattachement

Attributions de compensation versées par la CDC Errobi puis par la CAPB	2014	2015	2016	2017	2018	2019 prévisionnel
	987 936	987 936	1 006 328	956 354	1 064 093	918 742
variation N/N-1 en %		0,00%	1,86%	-4,97%	11,27%	-13,66%
			Variation moyenne 2014-2019			-1,44%

7 – L'encours de la dette 2018 - 2022

Objet	date d'échéance	Taux en cours	Fixe / Variable	Ex.	Montant du contrat	Capital de l'exercice	Intérêts de l'exercice	Annuite de l'exercice	Capital total restant dû Au 31/12
Travaux d'investissement 2006	19-févr-18	3,76%	F	2018	400 000,00	39 495,27	1 485,02	40 980,29	0,00
investissements 2007	13-déc-19	4,20%	F		600 000,00	59 719,52	4 191,04	63 910,56	62 267,18
investissements 2008	24-juin-20	1,53%	F		1 000 000,00	97 278,25	3 207,59	100 485,84	148 731,26
Centre Technique Municipal	01-avr-20	4,40%	F		800 000,00	78 520,74	7 750,30	86 271,04	124 414,18
Investissements 2015	01-juil-27	1,25%	F		1 000 000,00	79 946,63	9 922,81	89 869,44	743 780,18
Investissements 2015	31-déc-27	1,20%	V		1 100 000,00	91 666,68	10 587,50	102 254,18	824 999,96
					Totaux 2018	**446 627,09**	**37 144,26**	**483 771,35**	**1 904 192,76**
investissements 2007	13-déc-19	4,20%	F	2019	600 000,00	62 267,18	1 643,38	63 910,56	0,00
investissements 2008	24-juin-20	1,53%	F		1 000 000,00	98 775,17	1 710,67	100 485,84	49 956,09
Centre Technique Municipal	01-avr-20	4,40%	F		800 000,00	82 033,07	4 189,13	86 222,20	42 381,11
Investissements 2015	01-juil-27	1,25%	F		1 000 000,00	80 950,66	8 918,78	89 869,44	662 829,52
Investissements 2015	31-déc-27	1,20%	V		1 100 000,00	91 666,68	9 487,50	101 154,18	733 333,28
					Totaux 2019	**415 692,76**	**25 949,46**	**441 642,22**	**1 488 500,00**
investissements 2008	24-juin-20	1,53%	F	2020	1 000 000,00	49 956,09	286,80	50 242,89	0,00
Centre Technique Municipal	01-avr-20	4,40%	F		800 000,00	42 381,11	713,52	43 094,63	0,00
Investissements 2015	01-juil-27	1,25%	F		1 000 000,00	81 967,30	7 902,14	89 869,44	580 862,22
Investissements 2015	31-déc-27	1,20%	V		1 100 000,00	91 666,68	8 387,50	100 054,18	641 666,60
					Totaux 2020	**265 971,18**	**17 289,96**	**283 261,14**	**1 222 528,82**
Investissements 2015	01-juil-27	1,25%	F	2021	1 000 000,00	82 996,70	6 872,74	89 869,44	497 865,52
Investissements 2015	31-déc-27	1,20%	V		1 100 000,00	91 666,68	7 287,50	98 954,18	549 999,92
					Totaux 2021	**174 663,38**	**14 160,24**	**188 823,62**	**1 047 865,44**
Investissements 2015	01-juil-27	1,25%	F	2022	1 000 000,00	84 039,03	5 830,41	89 869,44	413 826,49
Investissements 2015	31-déc-27	1,20%	V		1 100 000,00	91 666,68	7 287,50	98 954,18	458 333,24
					Totaux 2022	**175 705,71**	**13 117,91**	**188 823,62**	**872 159,73**

Dernière année d'échéance : 2018

VI - ETATS ANALYTIQUES

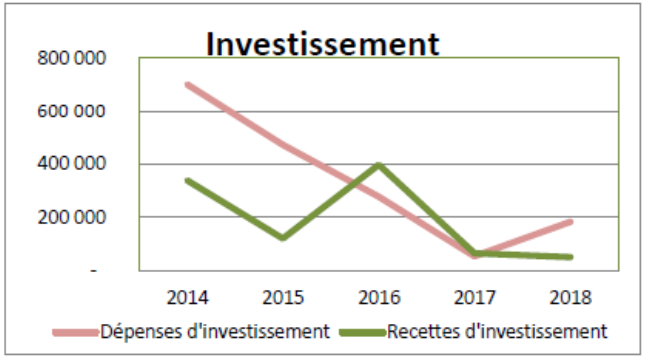
- **1- Arnaga**
- **2- Médiathèque**
- **4- Office de tourisme**
- **5- Aire de camping-cars**
- **6- ALSH**

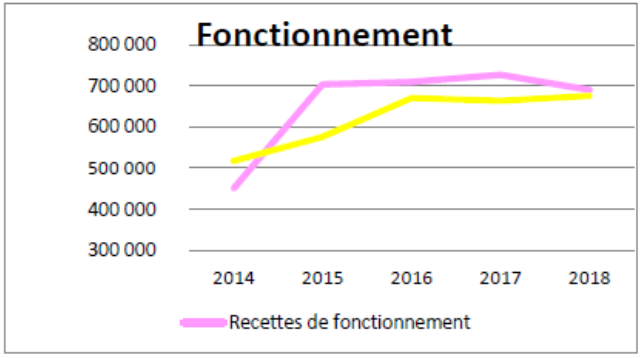
VI - ETATS ANALYTIQUES (suite)

1- Arnaga :

A - Dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement depuis 2014 :

Libellés	ANNEES				
	2014	2015	2016	2017	*2018*
Dépenses de fonctionnement	517 476	576 079	670 057	663 746	*675 907*
dont coût du personnel	329 209	401 906	445 133	426 854	*384 259*
Recettes de fonctionnement	450 483	703 680	709 729	726 674	*690 113*
Solde de fonctionnement	**- 66 993**	**127 601**	**39 671**	**62 927**	***14 206***
Dépenses d'investissement	700 410	472 836	277 023	53 403	*182 274*
Recettes d'investissement	339 033	120 475	397 860	64 463	*50 180*
Solde d'investissement	**- 361 377**	**- 352 361**	**120 838**	**11 060**	***- 132 094***
Solde global net	**- 428 370**	**- 224 760**	**160 509**	**73 988**	***- 117 888***





VI - ETATS ANALYTIQUES (suite)

1- Arnaga - suite :

B - Dépenses réelles depuis 2014 :

Chapitres - Libellés		ANNEES									
		2014		2015		2016		2017		2018	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
FONCTIONNEMENT - DEPENSES REELLES											
1	Energie & fourniture technique (voirie)	48 030	9,28	39 452	6,85	47 547	7,10	51 905	7,82	42 605	6,30
2	Fourniture matériel & administrative	24 076	4,65	14 051	2,44	17 625	2,63	25 035	3,77	22 364	3,31
3	Achat pour vente boutique	38 463	7,43	38 470	6,68	51 088	7,62	49 289	7,43	70 173	10,38
4	Plan communication	52 387	10,12	48 097	8,35	55 668	8,31	61 423	9,25	79 686	11,79
5	Fêtes et céremonies & expo (1)	9 877	1,91	14 713	2,55	33 369	4,98	23 682	3,57	52 941	7,83
6	Charges du personnel	329 209	63,62	401 906	69,77	445 133	66,43	426 854	64,31	384 259	56,85
7	Dépenses diverses (2)	15 436	2,98	19 390	3,37	19 628	2,93	25 517	3,84	23 836	3,53
Total Dépenses Réelles		517 476	100	576 079	100	670 057	100	663 706	100	675 863	100

VI - ETATS ANALYTIQUES (suite)

1- Arnaga - suite :

C - Recettes depuis 2014 :

Libellés	RECETTES ANNEES				
	2014	2 015	2016	2017	*2018*
Entrées Musée	377 282	562 625	575 452	580 567	*554 864*
Ventes boutique	61 247	86 381	92 153	93 708	*100 287*
Location site Arnaga	7 200	2 215	2 800	4 780	*6 200*
Location appartements Arnaga	3 264	2 596	3 100	4 416	*4 496*
SOUS-TOTAL 1	**448 993**	**653 817**	**673 505**	**683 471**	***665 847***
Recettes diverses					
remb frais du personnel (IJ) CPAM+CNP+SMACL	-	46 651	(1) 32 093	(1) 38 055	*(1) 7 868*
Subvent° tvx jardins + pour 2008 inventaire	-	-	-	-	
Autres recettes	1 490	3 211	4 131	4 916	*16 398*
SOUS-TOTAL 2	**1 490**	**49 863**	**36 224**	**42 971**	***24 266***
TOTAL	**450 483**	**703 680**	**709 729**	**726 442**	***690 113***

(1) Il s'agit du remboursement par la SMACL des IJ relatifs aux rémunérations de 2 agents en arrêt longue maladie (1 agent à partir de 2018)

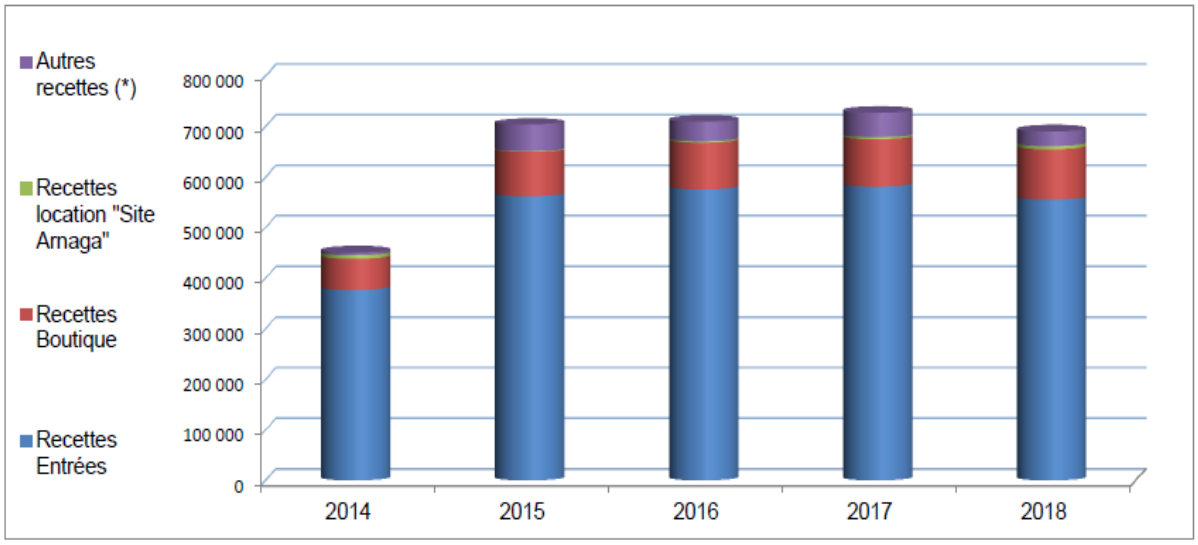
VI - ETATS ANALYTIQUES (suite)

1- Arnaga - suite :

D - Détail recettes depuis 2014 :

Années	Nbre Entrées	Recettes Entrées	Recettes Boutique	Recettes location "Site Arnaga"	Autres recettes (*)	Total Recettes
2014	62 931	377 282	61 247	7 200	4 754	450 483
2015	75 348	562 625	86 381	2 215	52 459	703 680
2016	82 356	575 452	92 153	2 800	39 324	709 729
2017	81 407	580 567	93 708	4 780	47 619	726 674
2018	*75 667*	*554 864*	*100 287*	*6 200*	*28 762*	*690 113*

(*) - Loyer, eau, electricité pour l'appartement de la conservatrice, remboursement de frais du personnel (Indemnités Journalières).

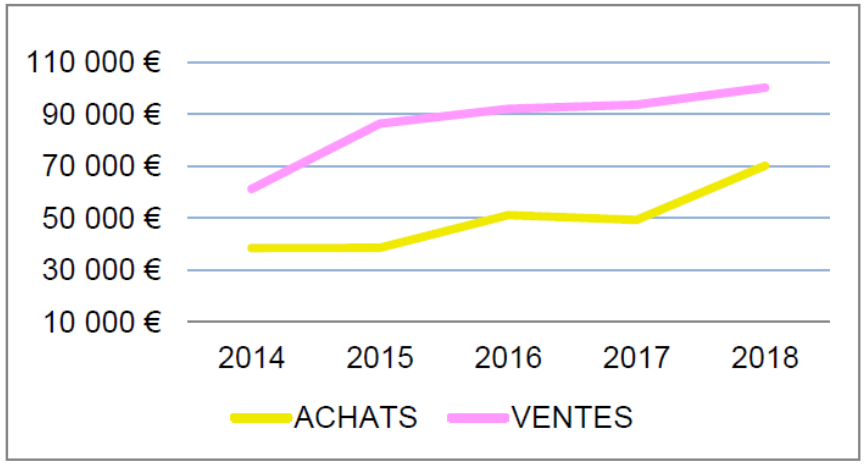


VI - ETATS ANALYTIQUES (suite)

1- Arnaga - suite :

E - Dépenses et recettes de la boutique depuis 2014 :

ANNEE	ACHATS	VENTES
2014	38 463 €	61 247 €
2015	38 470 €	86 381 €
2016	51 088 €	92 153 €
2017	49 289 €	93 708 €
2018	*70 172 €*	*100 287 €*



VI - ETATS ANALYTIQUES

2- Médiathèque :

Dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement depuis 2014 :

Libellés	Années				
	2014	2015	2016	2017	*2018*
Dépenses de fonctionnement	141 070	134 175	132 557	141 821	*154 684*
dont coût du personnel (1)	107 766	108 307	110 610	115 628	*122 453*
Recettes de fonctionnement	9 387	10 068	8 590	10 334	*10 159*
Solde de fonctionnement	- *131 683*	- *124 107*	- *123 967*	- 131 486	- *144 525*
Dépenses d'investissement (2)	3 668	7 519	19 635	5 332	*1 508*
Recettes d'investissement	-	-	-	-	-
Solde d'investissement	- 3 668	- 7 519	- 19 635	- 5 332	- *1 508*
Solde global net	- **135 351**	- **131 626**	- **143 602**	- **136 818**	- ***146 033***

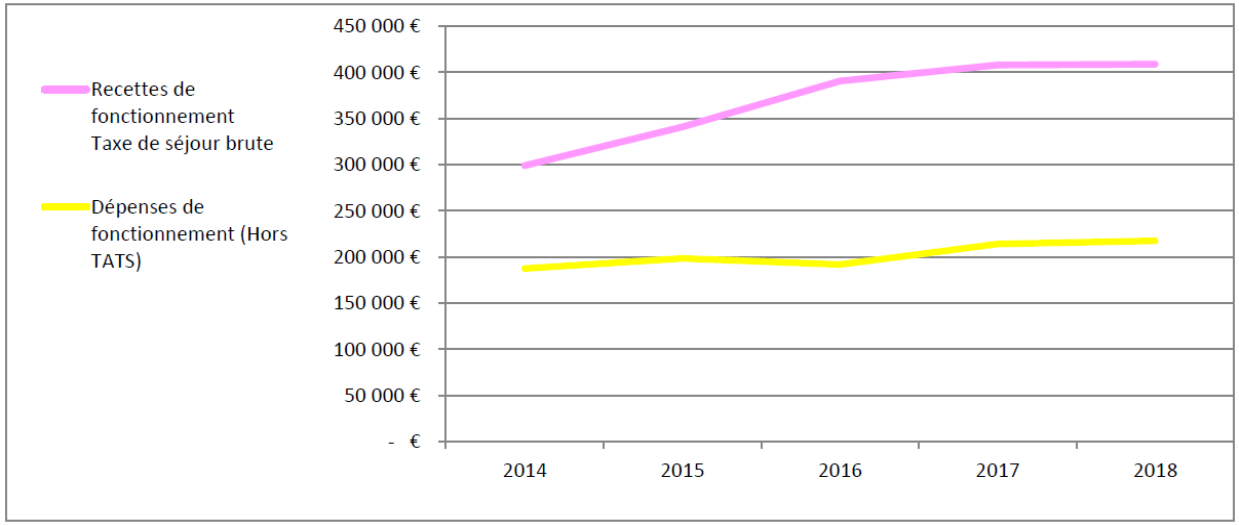
(1) Fonctionnement : le coût du personnel corespond à 4 personnes dont 2 à temps complet (la directrice et 1 agent) + une autre personne employée à 80% de son temps et enfin 1 agent qui consacre 1/2 journée par semaine à la reliure des livres.

(2) Investissement :
En 2016 : acquisition d'un nouveau logiciel "Syracuse" visant à faire évoluer son système d'information et améliorer la bibliothéconomie de la médiathèque.
En 2017 : acquisition de matériel informatique (serveur , imprimante et routeur)
En 2018 : acquition de matériel de bureau et informatique

VI - ETATS ANALYTIQUES

3- Office de tourisme :

Libellé	Années				
	2014	2015	2016	2017	2018
Dépenses de fonctionnement (Hors TATS)	**187 368 €**	**198 538 €**	**191 845 €**	**213 976 €**	**218 651 €**
dont subvention accordée à l'O.T.	*176 206 €*	*176 206 €*	*176 206 €*	*193 000 €*	*195 000 €*
Recettes de fonctionnement Taxe de séjour brute	**111 466 €**	**142 345 €**	**198 642 €**	**193 949 €**	**191 210 €**
TATS (env. 9,09 % taxe de séjour de N-1) reversée au Département 64	*-15 057 €*	*-10 133 €*	*-12 940 €*	*-18 058 €*	*-17 632 €*
Taxe de séjour nette	*96 409 €*	*132 211 €*	*185 702 €*	*175 891 €*	*173 578 €*
Solde de fonctionnement (après la déduction de la TATS)	**- 90 960 €**	**- 66 327 €**	**- 6 144 €**	**- 38 085 €**	**- 45 073 €**



VI - ETATS ANALYTIQUES

4- Aire de camping-cars :

A – Fonctionnement :

Objet	2016 (*)	2017	2018
Dépenses	3 249,11	13 975,93	17 109,01
Recettes			
Droits de stationnement	18 084,75	45 004,70	51 392,20
Taxe de séjour	1 398,00	3 830,40	3 826,05
s/s total recettes	**19 482,75**	**48 835,10**	**55 218,25**
SOLDE (R - D)	16 233,64	34 859,17	38 109,24

(*) Ouverture de l'aire de camping-cars le 15 juillet 2016.

VI - ETATS ANALYTIQUES

4- Aire de camping-cars – suite :

B – Investissement :

DEPENSES H.T.	
Etudes/MO/Travaux	464 480,59 €
Terrain	368 900,00 €
s/s total	**833 380,59 €**

RECETTES		
Etat	5 000,00 €	0,60%
Département	110 490,00 €	13,26%
Fonds EPCI	329 750,00 €	39,57%
s/s total	**445 240,00 €**	**53,43%**
Autofinancement	388 140,59 €	46,57%
TOTAL	**833 380,59 €**	**100,00%**

VI - ETATS ANALYTIQUES

5- ALSH :

A – Récapitulatif général :

Libellés	ANNEES			
	2015(1)	2016(2)	2017	2018
Dépenses de fonctionnement	**83 920 €**	(3) **437 998 €**	(4) **408 844 €**	(5) **417 923 €**
Dont coût du personnel(*)	22 815 €	108 288 €	83 068 €	70 783 €
Recettes de fonctionnement	**38 751 €**	**147 767 €**	**199 875 €**	**213 878 €**
Participation parents et Communes ext.	0 €	110 025 €	123 779 €	136 569 €
CAF	6 246 €	27 711 €	48 520 €	55 784 €
ETAT (NAP)	27 540 €	26 100 €	25 620 €	19 920 €
dont Fonds d'amorçage *dont Fonds de solidarité*	15 300 € 12 240 €	14 500 € 11 600 €	14 233 € 11 387 €	11 067 € 8 853 €
Autres recettes	105 €	761 €	825 €	705 €
Solde de fonctionnement	- **45 169 €**	- **290 231 €**	- **208 969 €**	- **204 045 €**

(1) - en 2015 : on ne tient compte que des NAP ; En effet, depuis le 1er septembre 2014, intégration de la Réforme des Rythmes scolaires. Les NAP sont gérées par l'ALSH et prises en charge par la Commune dès janvier 2015.
(2) - en 2016 : Transfert de la compétence en date du 1er janvier 2016 par délibération du CM du 21 septembre 2015.
(3) - Les factures novembre et décembre UFCV, concernant l'année 2016 pour l'ensemble des activités ALSH, ont été payées en 2017 mais sont intégrées dans le calcul de l'année 2016
(4) - Les factures novembre et décembre UFCV, concernant l'année 2017 pour l'ensemble des activités ALSH, ont été payées en 2018 mais sont intégrées dans le calcul de l'année 2017
(5) - Les factures novembre et décembre UFCV, concernant l'année 2018 pour l'ensemble des activités ALSH, ont été payées en 2019 mais sont intégrées dans le calcul de l'année 2018

(*) - estimation pour le personnel affecté (animation,encadrement) et les autres agents communaux mis à disposition au Centre de Loisirs (activités NAP, ménage, garderie,...)

VI - ETATS ANALYTIQUES

5- ALSH :

B – Service administratif :

Service administratif				
Libellés		ANNEES		
		2016	2017	*2018*
Dépenses de fonctionnement		**100 280 €**	**80 278 €**	**105 480 €**
	Dont coût du personnel(*)	26 604 €	(1) - €	9 753 €
Recettes de fonctionnement		**- €**	**377 €**	**377 €**
Participation parents et Communes ext.		- €	- €	- €
CAF		- €	- €	- €
Solde de fonctionnement		**- 100 280 €**	**- 79 901 €**	**- 105 103 €**

(1) - les charges de personnel des agents ont été réparties sur les activités NAP, périscolaires et extrascolaires alors qu'en 2016, elles étaient intégrées dans le coût administratif général, les dépenses de trois agents de la Mairie (1 RH et 2 compta) ont été maintenues sur ce poste,

VI - ETATS ANALYTIQUES

5- ALSH :

C – Rythmes scolaires – Nouvelles activités périscolaires (NAP) depuis septembre 2014 :

Libellés	ANNEES			
	2015	2016	2017	*2018*
Dépenses de fonctionnement	**83 920 €**	**83 785 €**	**72 319 €**	**48 110 €**
Dont coût du personnel(*)	22 815 €	23 897 €	25 800 €	24 367 €
Recettes de fonctionnement	**38 751 €**	**32 296 €**	**33 450 €**	**27 210 €**
CAF	8 215 €	6 195,72 €	7 830,00 €	7 290,00 €
ETAT	27 540 €	26 100,00 €	25 620,00 €	19 920,00 €
dont Fonds d'amorçage (50 € /élève scolarisé) *dont Fonds de Solidarité Rurale (40 €/ élève scolarisé)*	15 300 € 12 240 €	14 500 € 11 600 €	14 233 € 11 387 €	11 067 € 8 853 €
Solde de fonctionnement	**- 45 169 €**	**- 51 489 €**	**- 38 869 €**	**- 20 900 €**

En 2016, la Commune a dû régler la somme de 5 565 € au CCAS au titre du remboursement des prestations NAP de sept. à déc. 2015. Deux agents (policier municipal 32 H et personnel d'Arnaga 33H) de la Commune intervenaient jusqu'en juin 2016 dans le cadre des NAP (dont coût du personnel : 1 435 €).

Les soldes des recettes, d'une part par l'ETAT au titre des fonds d'amorçage et de solidarité rurale pour 2015-2016 (16 920 €) et d'autre part par la CAF ont versés en 2017 mais ont été comptabilisés sur l'exercie 2016 dans ce dossier

Pour l'aide de la CAF : la somme perçue en 2017 est de 7 830 € (base 145 enfants X0,50€X3hX36s) dont 3 799 € pour le solde 2016-2017 et 4 129 € pour l'acompte 2017-2018

VI - ETATS ANALYTIQUES

5- ALSH :

D – Activités périscolaires et mercredi :

Libellés	ANNEES		
	2016	2017	2018
Dépenses de fonctionnement	112 817 €	110 541 €	145 172 €
Dont coût du personnel(*)	28 447 €	10 047 €	20 616 €
Recettes de fonctionnement	52 644 €	59 335 €	83 583 €
Dont Participation parents et Communes ext.	44 661,00 €	39 314,79 €	60 251,42 €
Dont CAF	7 893,38 €	20 020,10 €	23 331,37 €
Solde de fonctionnement	**- 60 173 €**	**- 51 206 €**	**- 61 589 €**

VI - ETATS ANALYTIQUES

5- ALSH :

E – Activités extrascolaires (vacances) :

Libellés		ANNEES		
		2016	2017	2018
Dépenses de fonctionnement		**141 116 €**	**121 512 €**	**128 029 €**
	Dont coût du personnel(*)	29 340 €	20 616 €	25 800 €
Recettes de fonctionnement		**78 986 €**	**105 888 €**	**102 004 €**
Dont Participation parents et Communes ext.		65 364,00 €	84 464,05 €	76 312,51 €
Dont CAF		13 622,00 €	20 669,96 €	25 162,19 €
Solde de fonctionnement		**- 62 130 €**	**- 15 624 €**	**- 26 026 €**

GLOSSAIRE

Annuité de la dette : elle est composée du montants des intérêts des emprunts (dépenses réelles du compte 661) qui constituent une des charges de la section fonctionnement, et du montant du remboursement du capital (dépenses réelles du compte 16) qui figure parmi les dépenses indirectes d'investissement. L'addition de ces deux montants calculés permet de mesurer le poids exact de la dette à long et moyen terme pour les collectivités.

Besoin de financement : en section d'investissement, il est égal à l'excédent des dépenses "définitives" sur les recettes "définitives" réalisées au cours de l'exercice. Les opérations définitives sont celles qui ne feront pas l'objet d'un remboursement ultérieur ou qui ne sont pas elles-mêmes le remboursement d'un versement antérieur. Elles excluent tous les flux qui font varier la dette : remboursements en capital, versements correspondant à des engagements inscrits au passif de l'organisme. Le besoin de financement est couvert par la variation de la dette (les emprunts nouveaux étant d'un montant supérieur aux remboursements d'emprunts) et/ou par les « réserves » internes à la collectivité que constitue le fonds de roulement.

Capacité de désendettement : ratio mesurant le nombre d'années que la commune mettrait à rembourser sa dette si elle mobilisait pour cela l'intégralité de son épargne brute. Il est calculé de la manière suivante : Epargne Brute / Encours de la dette.

Trois seuils (ou zones) permettent de mesurer la bonne santé financière de la commune :

- **ZONE VERTE jusqu'à 10 ans** ;
- **ZONE ORANGE de 11 à 12 ans** (seuil d'alerte) ;
- **ZONE ROUGE à partir de 13 ans** (seuil critique)

Capital restant dû (CRD) : partie de la dette restant à rembourser par l'emprunteur, hors intérêts.

Dépenses d'équipement brut : elles correspondent aux dépenses d'investissement enregistrées sur les chapitres 20 (immobilisations incorporelles), 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles) et 23 (immobilisations en cours) auxquelles on ajoute les dépenses de travaux en régie (montant de l'article 722).

Dépenses réelles de fonctionnement (DRF) : il s'agit des dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette (article 66111), travaux en régie (article 722) et mouvements d'ordre.

L'Epargne de gestion : elle correspond à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement (hors cessions) sur les dépenses réelles de fonctionnement (hors travaux en régie et hors charges d'intérêts). Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers.

GLOSSAIRE (suite 1)

L'Epargne brute (ou autofinancement brut) = épargne de gestion – charges d'intérêts. L'épargne brute est affectée, en priorité, au remboursement de la dette.

L'Epargne nette (ou autofinancement net) = épargne brute – remboursement du capital de la dette (article 1641). Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette.

GVT (Glissement Vieillesse Technicité) : il s'agit de l'une des 3 composantes de l'évolution de la masse salariale avec la valeur du point d'indice et le nombre de fonctionnaire. On distingue : le GVT positif qui retrace l'incidence sur la masse salariale des avancements (à l'ancienneté, aux choix de la commune, par concours ou examen pro) et de l'acquisition d'une technicité et l'incidence négative ; le GVT négatif qui traduit l'incidence négative sur la masse salariale du remplacement des fonctionnaires partant en retraite (haut de la grille de rémunération) par des nouveaux agents (bas de la grille de rémunération).

PPCR : Le « Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations » a pour objectif de mieux reconnaître l'engagement des agents de la Fonction Publique (d'Etat, Territoriale et Hospitalière) avec :

- une **revalorisation de l'ensemble des grilles** : augmentation des rémunérations dès le début et tout au long de la carrière pour une meilleure reconnaissance des compétences et des qualifications ;
- une **amélioration du déroulement de carrière** : avancement garanti sur deux grades pour toutes et tous, avec un indice terminal significativement plus élevé qu'actuellement.
- La **transformation de primes en points** : intégration d'une partie des primes dans le traitement indiciaire, ce qui permettra une prise en compte dans le calcul de la pension.

Population légale (ou population totale INSEE) **:** il s'agit de la somme de la population municipale et de la population « comptée à part » (les élèves et étudiants majeurs de moins de 25 ans ayant leur résidence familiale dans la commune mais résidant dans une autre commune ; les personnes ayant leur résidence familiale dans la commune mais résidant habituellement dans une « communauté » d'une autre commune ; les élèves et étudiants mineurs, résidant dans la commune du fait de leurs études, mais ayant leur résidence familiale dans une autre commune ; les personnes rattachées administrativement à la commune mais non recensées dans la commune (détenus, sans-abri ou résidant habituellement dans des habitations mobiles).

GLOSSAIRE (suite 2)

Population DGF : population légale + nombre de résidences secondaires + majoration d'1 habitant par place de caravanes pour les aires d'accueil des gens du voyage (ou + 2 habitants si la commune est éligible à la 1e fraction « bourg-centre » de la dotation de solidarité rurale.

Potentiel fiscal **:** indicateur de richesse fiscale, défini à l'article L.2334-4 du code général des collectivités territoriales. Le potentiel fiscal d'une commune est égal à la somme que produiraient les quatre taxes directes de cette collectivité si l'on appliquait aux bases communales de ces quatre taxes le taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes.

Potentiel financier : suite à la loi de finances initiale de 2004 qui organise la refonte de l'architecture des dotations de l'État, la notion de potentiel fiscal est remplacée par la notion de potentiel financier pour la répartition des dotations de péréquation de la DGF des communes. Le potentiel fiscal ne mesure que la capacité de la collectivité à mobiliser ses ressources fiscales, il ne tient pas compte de la richesse tirée par les collectivités de certaines dotations versées par l'État de manière mécanique et récurrente. Ainsi, le potentiel financier est égal au potentiel fiscal de la collectivité auquel sont ajoutées les dotations récurrentes de l'État.

Recettes réelles de fonctionnement : il s'agit des recettes de fonctionnement hors cessions (article 775) et mouvement d'ordre.

RIFSEEP : nouveau dispositif indemnitaire de référence qui va remplacer la plupart des primes et indemnités existantes.

Il est composé de 2 primes :

- d'une part, une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) : elle constitue l'indemnité principale du RIFSEEP. Versée mensuellement, elle tend à valoriser l'exercice des fonctions. En principe, l'IFSE remplace toutes les primes existantes qui répondent aux mêmes objectifs. Les exceptions à cette règle de non-cumul, fixées par arrêté interministériel, sont limitées et répondent à des problématiques très spécifiques.

- d'autre part, un complément indemnitaire annuel (CIA) : cette seconde prime intégrée au RFSEEP, facultative, permet de reconnaître spécifiquement l'engagement professionnel et la manière de servir des agents. Lorsqu'il est mis en œuvre, ce complément indemnitaire est versé annuellement, en une ou deux fractions. Sont alors appréciés la valeur professionnelle de l'agent, son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions, son sens du service public, sa capacité à travailler en équipe et sa contribution au collectif de travail. La détermination du montant de ce complément indemnitaire est très simple : les attributions individuelles sont comprises entre 0 et 100% d'un montant maximal fixé par groupe de fonctions.